

Embargo jusqu'à 9 h 45

Communiqué de presse

Le 3 février 2026

Une boussole affûtée pour naviguer en période de turbulences

Décisions importantes pour la place économique en 2026 sur des accords commerciaux, sur la compétitivité et pour des finances solides

D'un coup d'œil :

- **Les tensions persistantes à l'échelle internationale pèsent sur l'économie suisse. La Suisse a plus que jamais besoin d'une politique économique fiable qui mise sur une large diversification des relations commerciales et des conditions-cadre attractives.**
- **economiesuisse s'oppose fermement à une augmentation de l'endettement public. L'économie dit non à l'initiative pour un fonds climat et demande la mise en œuvre du programme d'allègement 27 dans son intégralité.**
- **L'année 2026 doit être placée sous le signe d'une réduction de la bureaucratie. Il importe de simplifier les réglementations existantes et de renoncer à des charges réglementaires supplémentaires.**

Les tensions géopolitique et économiques mondiales persistent. Les conflits commerciaux, la montée de blocs antagonistes et les tendances protectionnistes s'accroissent. Comme l'a souligné Christoph Mäder, président d'economiesuisse, dans le cadre de la conférence de presse annuelle, la Suisse en tant que place économique interconnectée à l'échelle internationale dépend plus que jamais de relations commerciales aussi diversifiées et fiables que possible. « Tant l'accord commercial avec les États-Unis que les Bilatérales III sont importants pour que l'économie suisse conserve sa capacité d'action. » Les accords de libre-échange, et notamment celui avec le Mercosur actuellement en discussion, constituent également un pilier important de l'accès aux marchés internationaux. « Plus nos relations commerciales sont diversifiées, mieux c'est. C'est pourquoi nous avons besoin de tous les accords. Cependant, jouer les accords les uns contre les autres serait une erreur », selon Christoph Mäder.

Une boussole libérale pour pouvoir naviguer dans une période de turbulences

Dans un contexte où les incertitudes se multiplient, il est nécessaire d'avoir une boussole de politique économique affûtée pour naviguer. Pour economiesuisse, cela signifie que la Suisse doit résolument miser sur l'ouverture, la compétitivité et des conditions-cadre stables. L'ouverture, une valeur libérale importante, est sous pression cette année, également dans la société dans son ensemble. L'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » demande l'introduction d'un plafond démographique rigide. Compte tenu notamment de l'évolution démographique, un tel plafond est tout sauf judicieux. De nombreux secteurs de l'économie et services publics sont actuellement confrontés à une pénurie de main-d'œuvre. Trop peu de soignants pour les personnes âgées. Trop peu de médecins dans les hôpitaux. Trop peu de personnel dans les hôtels et les restaurants. Trop peu de main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie. Verrouiller l'accès à la main-d'œuvre étrangère serait donc une erreur, raison pour laquelle l'économie rejette clairement l'initiative.

Pas de politique d'endettement : non à l'initiative pour un fonds climat, oui au programme d'allègement 27

L'année 2026 sera un test pour le budget fédéral et le frein à l'endettement. *economiesuisse* rejette résolument l'initiative pour un fonds climat émanant de la gauche et des Verts, qui sera soumise en votation le 8 mars prochain. Son acceptation entraînerait une hausse massive des dépenses publiques, aux dépens des contribuables et de la stabilité financière du pays. Selon Monika Rühl, présidente de la direction d'*economiesuisse*, « nous sommes face à une énième initiative qui demande à l'État de fournir des prestations sans dire qui payera la facture ». En cas d'acceptation, il ne fait pas de doute que les dettes augmenteraient et que les contribuables verraient leurs charges s'alourdir massivement. Cela dit, la Confédération risque de voir ses dettes augmenter même sans l'initiative pour un fonds climat. « C'est pourquoi le programme d'allègement 27 est indispensable. C'est à cette condition qu'il sera possible de respecter le frein à l'endettement et de doter le budget de la Confédération de fondements solides », a déclaré Monika Rühl. Il est certain que la stabilité est une force de la Suisse – tout particulièrement en période de turbulences comme aujourd'hui.

Alléger la réglementation, une priorité en 2026

Non seulement le poids de la dette, mais aussi le poids de plus en plus élevé de la réglementation constituent un sérieux problème pour la place économique suisse. Chaque année, 30 milliards de coûts occasionnés par la bureaucratie pourraient être évités si les autorités optimisaient leurs processus et misaient davantage sur le numérique. Certains processus sont paralysants. C'est le cas notamment des procédures extrêmement longues pour obtenir une autorisation de construire, qu'il faut absolument simplifier. Il est tout aussi important de renoncer à de nouvelles charges réglementaires. En cas d'acceptation, la nouvelle initiative « Entreprises responsables » entraînerait ainsi des prescriptions, des obligations et des charges supplémentaires pour les entreprises. Le cas échéant, la Suisse serait complètement marginalisée à l'échelle internationale. En effet, l'UE a décidé, avec son paquet « omnibus », de simplifier et d'alléger les règles en matière de durabilité pour les entreprises.

Oui à l'imposition individuelle

L'attractivité fiscale de la Suisse pour les particuliers et les entreprises est un autre facteur important pour la place économique. Lors des votations de mars, la Suisse a la possibilité d'accroître son attractivité fiscale pour les particuliers avec le projet visant à introduire l'imposition individuelle. À l'heure actuelle, certains couples mariés à deux revenus paient des impôts plus élevés que les couples non mariés ayant des revenus comparables. Cette « pénalisation du mariage », qui concerne surtout l'impôt fédéral, touche quelque 670 000 couples mariés. Le système actuel provoque un effet collatéral indésirable : l'imposition commune atténue les incitations à exercer une activité lucrative pour l'un des deux partenaires, généralement les femmes. En effet, le revenu supplémentaire a souvent pour effet d'accroître le taux d'imposition, ce qui rend une hausse du taux d'activité moins intéressante. L'introduction de l'imposition individuelle permettrait de résoudre ces problèmes. *economiesuisse* soutient l'imposition individuelle et préconise de dire oui lors de la votation du 8 mars.

Pour toute question :

Silvan Lipp

Responsable Communication et membre de la direction

Téléphone : +41 44 421 35 57

Courriel : silvan.lipp@economiesuisse.ch

Embargo jusqu'à 9 h 45

Conférence de presse annuelle 2026

Le 3 février 2026

Seul le discours prononcé fait foi.

Une boussole affûtée pour naviguer en période de turbulences

Christoph Mäder, président

Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à notre conférence de presse annuelle et me réjouis d'échanger avec vous.

Sachant que mon mandat se termine cet automne, c'est ma dernière conférence de presse annuelle en tant que président d'economiesuisse. Permettez-moi de saisir cette occasion de vous remercier de l'intérêt que vous portez à notre place économique et de votre couverture médiatique de l'économie suisse. Soyez rassurés, je ne passerai pas en revue les succès et les échecs des six dernières années. Aujourd'hui, mon regard est tourné vers l'avenir, car des décisions de politique économique importantes sont sur le point d'être prises, des décisions qui auront un impact déterminant sur notre économie.

Mesdames et Messieurs, on croirait être dans un mauvais rêve devenu réalité : du jour au lendemain, la Suisse a basculé dans un monde dominé par le chaos et des tensions géopolitiques persistantes. Des certitudes et des principes que nous considérions comme éternels ont été jetés par-dessus bord. La loi du plus fort s'est substituée au commerce mondial fondé sur des règles. La situation mondiale actuelle se caractérise par des luttes de pouvoir et des guerres commerciales. En lien avec la question du Groenland, l'OTAN, en tant que fondement de l'architecture sécuritaire de l'Occident, vit des moments particulièrement difficiles. Cela nous inquiète. La Suisse doit agir avec habileté. Notre pays est tel un petit bateau solide sur une mer agitée. Nous devons réfléchir à la meilleure façon de naviguer en ces temps de turbulences géopolitiques et économiques mondiales afin de rester performants.

Or, pour pouvoir naviguer, nous avons besoin d'une boussole fiable. Jusqu'ici, la Suisse a su tirer son épingle du jeu avec ses principes libéraux. Et je suis convaincu que ceux-ci doivent continuer à jouer un rôle clé dans le monde chaotique d'aujourd'hui. Nous devons donc maintenir ce que j'appellerai notre « boussole libérale ». Ce sera exigeant et une série d'épreuves nous attend encore.

Une question importante se pose à nous : la Suisse continuera-t-elle de miser sur l'ouverture, de la défendre et de montrer l'exemple ? En ce qui concerne la politique économique extérieure, l'ouverture implique notamment une diversification aussi large que possible des relations commerciales. Le Conseil fédéral a négocié avec beaucoup d'engagement et de succès plusieurs **accords de libre-échange innovants** et a ainsi développé le réseau d'accords de libre-échange de la Suisse. Ces accords apportent la preuve de l'ouverture de notre pays. On ne peut exclure que l'accord de libre-échange avec le Mercosur fasse l'objet d'une votation populaire, on le sait. Le cas échéant, il s'agira d'un test important et nous pouvons vous assurer que les entreprises le soutiendront avec force.

L'économie suisse étant fortement orientée vers l'exportation, il est essentiel que nous ayons des relations commerciales fiables et aussi ouvertes que possible avec le plus grand nombre possible de partenaires commerciaux. Plus nos relations commerciales sont diversifiées, mieux c'est. Cela dit, il est également clair, pour nous, qu'opposer l'**accord commercial avec les États-Unis** aux **Bilatérales III** serait une erreur. Il ne s'agit pas de choisir entre deux possibilités, mais de saisir l'une et l'autre. L'UE, de loin notre principal partenaire commercial, absorbe quelque 51 % de nos exportations de marchandises, suivie des États-Unis avec près de 18 %. Nous ne pouvons nous passer d'aucun des grands partenaires commerciaux. Nous avons besoin de relations contractuelles stables avec les deux. Les Bilatérales III offrent la possibilité de moderniser la voie bilatérale et de garantir un accès optimal au marché intérieur de l'UE. En parallèle, il s'agit de concrétiser l'accord commercial avec les États-Unis. La Suisse restera compétitive et innovante à condition de conclure les accords avec les deux partenaires. Elle garantira ainsi l'accès aux marchés et, par voie de conséquence, l'emploi et la prospérité.

L'ouverture, une valeur libérale importante, est également sous pression dans la société dans son ensemble. L'**initiative « Pas de Suisse à 10 millions »** défie cette ouverture. Cette initiative prévoit en effet l'introduction d'un plafond démographique rigide – ou mettrait une sorte de cloche à fromage sur la population suisse. Lorsque je discute avec des personnes qui penchent en sa faveur, j'entends souvent dire : je le sens dans mes tripes, *c'est trop*. Trop de monde, trop de bouchons, trop de pression causée par la densité démographique. Je réponds systématiquement que je comprends bien ce sentiment. Mais, le plus important est que très bientôt, nous n'aurons plus trop, mais *trop peu*, et ce dans de nombreux domaines. Trop peu de soignants pour des personnes âgées nécessitant des soins. Trop peu de médecins dans nos hôpitaux. Trop peu de personnel dans les hôtels et les restaurants. Trop peu de conducteurs de locomotives et de chauffeurs de bus. Trop peu de personnel qualifié dans notre industrie. Trop peu de jeunes et de personnes actives qui cotisent aux assurances sociales et aux caisses de pension. On ne peut pas aller à l'encontre de la démographie. Le nombre de personnes partant à la retraite est supérieur à celui des jeunes entrant sur le marché du travail. Vu l'évolution démographique, est-il vraiment judicieux de fixer un plafond démographique rigide et de verrouiller l'accès à la main-d'œuvre étrangère ? Non, cette initiative n'offre pas une réponse sérieuse aux inquiétudes de la population. Cela dit, nous devons agir : construire davantage de logements, adapter nos infrastructures aux besoins et créer les meilleures conditions-cadre possibles pour les entreprises et les personnes actives, afin de mieux exploiter le potentiel de main-d'œuvre indigène et d'atteindre une meilleure productivité.

Cela me ramène à la boussole libérale que nous devons renforcer. La place économique suisse a besoin d'une **cure de remise en forme sous la forme d'un allègement substantiel de la bureaucratie**. Nous avons récemment présenté une étude et montré qu'en Suisse il serait possible d'éviter aux alentours de 30 milliards de francs par an de coûts occasionnés par la bureaucratie si les autorités suisses optimisaient leurs processus et misaient davantage sur le numérique. Les procédures extrêmement longues pour obtenir une autorisation de construire en sont un exemple. Sur ce plan, la Suisse fait pâle figure en comparaison internationale. Nous avons la possibilité de changer cela et nous ne devons en discuter avec aucune instance internationale ni avec l'UE pour le faire. Au lieu de regarder vers Bruxelles la mine renfrognée, nous devrions plutôt nous occuper de nos propres autorités et réglementations – et les alléger autant que possible. Un autre exemple : à la Confédération, les salaires et le nombre de postes augmentent plus vite que dans le secteur privé. C'est inquiétant car cela signifie que l'État croît plus vite que le secteur privé, qui finance pourtant l'État. Là aussi, nous devons intervenir. Pour commencer, l'État ne doit pas verser des salaires plus élevés que le secteur privé. Selon des estimations, appliquer une politique salariale comparable à celle du secteur privé à la Confédération permettrait de créer une marge de manœuvre financière de quelque 700 millions de francs.

Mesdames et Messieurs, j'arrive à la conclusion. Il est décisif d'associer une **politique économique extérieure axée sur l'ouverture** et le libre-échange et une **politique économique visant à réduire la**

bureaucratie et à créer des conditions-cadre favorables à la concurrence pour que la Suisse reste prospère même en période de turbulences.

Je vous remercie de votre attention et passe la parole à Monika Rühl.

Embargo jusqu'à 9 h 45

Conférence de presse annuelle 2026

Le 3 février 2026

Seul le discours prononcé fait foi.

Non à la politique d'endettement, oui à l'imposition individuelle

Monika Rühl, présidente de la direction

Mesdames et Messieurs,

À mon tour de vous souhaiter la bienvenue. Je me réjouis également d'échanger avec vous.

Je voudrais rebondir sur les propos de Christoph Mäder concernant nos efforts pour réduire la bureaucratie. Nous venons d'entendre des propositions qui permettraient de simplifier les réglementations existantes. Des allègements sont essentiels pour les entreprises suisses. Mais il est tout aussi important de renoncer à des réglementations supplémentaires et donc à un alourdissement de la charge réglementaire. Concrètement, je pense à la nouvelle **initiative « Entreprises responsables »** et aux **règles en matière de durabilité** qu'elle prévoit. Sur cette question, nous devons veiller à éviter une marginalisation de la Suisse. Car si l'UE allège considérablement ses règles en matière de durabilité avec le paquet « omnibus », c'est l'inverse qui risque de se produire en Suisse. En cas d'acceptation, la nouvelle initiative « Entreprises responsables » renforcerait les règles en matière de durabilité en Suisse avec de nouvelles prescriptions et obligations en matière de surveillance et de responsabilité. Ce serait une erreur. Avec cette initiative, la Suisse ferait un cavalier seul à l'échelle internationale, notamment à la lumière des développements actuels au sein de l'UE. Nous nous y opposons fermement. Cela dit, il est également crucial que le contre-projet prévu par le Conseil fédéral n'aille en aucune façon au-delà des standards de l'UE.

De nouvelles charges menacent également avec l'**initiative pour un fonds climat**, sur laquelle la Suisse vote dans quelques semaines. Si elle est acceptée, nous accumulerons des dettes d'un montant sans précédent. La Confédération devrait consacrer, chaque année, jusqu'à 1 % du PIB de la Suisse à ce nouveau fonds étatique. Les Conseil fédéral estime que la contribution annuelle de la Confédération pourrait atteindre 8 milliards de francs. Les initiants n'indiquent évidemment pas comment cette contribution sera financée. Nous voici face à une énième initiative qui demande à l'État de fournir des prestations sans dire qui payera la facture. Il y a trois possibilités pour cela et probablement qu'en cas d'acceptation les trois seraient utilisées : créer de nouvelles dettes, réduire les dépenses dans le budget actuel et relever massivement les impôts. Du point de vue de l'économie, il faut rejeter résolument ce projet ainsi que les impôts et dettes qu'il entraînerait.

Cependant, même en cas de refus de l'initiative pour un fonds climat, la Confédération risque de voir ses dettes augmenter. Pour economiesuisse, il ne fait pas de toute que le **programme d'allègement 27** est

indispensable. C'est à cette condition que nous pourrions respecter le frein à l'endettement. Au cours de la session d'hiver, le Conseil des États n'a suivi qu'en partie le Conseil fédéral : il a revu à la baisse ou biffé de nombreuses mesures axées sur les dépenses. Au final, le Conseil des États a réduit le programme d'allègement d'un tiers environ par rapport au volume initialement prévu. Les économies en résultant sont insuffisantes du point de vue des finances, ce que la Chambre haute elle-même a en partie reconnu. Au terme de ses délibérations, il manque un milliard de francs pour que le budget soit équilibré. Lors de la session de printemps, les Chambres doivent poursuivre leurs efforts jusqu'à atteindre le montant des allègements nécessaires. C'est le seul moyen de poser les bases pour l'équilibre budgétaire et une stabilisation des finances fédérales ces prochaines années. Nous devons garder à l'esprit que la stabilité est une force de la Suisse. Or elle dépend entre autres de la solidité financière de l'État. Dans la mesure où la stabilité est décisive, nous ne devrions pas la mettre en péril.

Enfin, l'attractivité fiscale de la Suisse pour les particuliers et les entreprises est un autre facteur important pour la place économique. Lors des votations de mars, nous avons la possibilité d'accroître l'attractivité fiscale de la Suisse pour les particuliers avec le projet visant à introduire l'**imposition individuelle**. À l'heure actuelle, certains couples mariés à deux revenus paient des impôts plus élevés que les couples non mariés ayant des revenus comparables. Cette « pénalisation du mariage », qui concerne surtout l'impôt fédéral, touche quelque 670 000 couples mariés. Le système actuel provoque un effet collatéral indésirable : l'imposition commune atténue les incitations à exercer une activité lucrative pour l'un des deux partenaires, généralement les femmes. En effet, le revenu supplémentaire a souvent pour effet d'accroître le taux d'imposition, ce qui rend une hausse du taux d'activité moins intéressante. L'introduction de l'imposition individuelle permettrait de résoudre ces problèmes. *economiesuisse* soutient l'imposition individuelle et préconise de dire oui lors de la votation du 8 mars. Nous voyons l'imposition individuelle comme un moyen de lutter contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et de mieux utiliser le potentiel de main-d'œuvre indigène.

Mesdames et Messieurs, notre président l'a dit : dans de nombreux domaines, il ne tient qu'à nous d'améliorer les conditions-cadre économiques. Engageons-nous dans cette direction, avec détermination. Je vous remercie de votre attention. Nous sommes maintenant à votre disposition si vous avez des questions ou souhaitez vous entretenir avec nous.